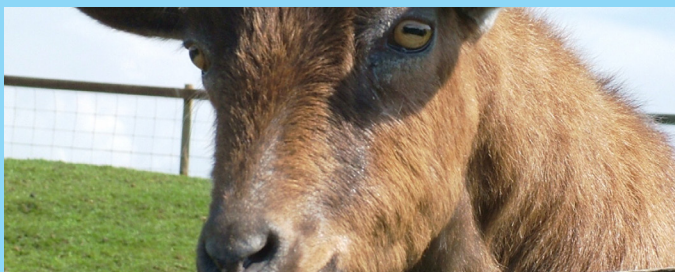


FranceAgriMer

> Les synthèses de FranceAgriMer

novembre 2014 • numéro **3**

LAIT /



LA FILIÈRE LAIT DE CHÈVRE 2008-2013 Une difficile adaptation de l'offre à la demande



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

12 rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 / 93555 Montreuil cedex
Tél. : +33 1 73 30 30 00 / Fax : +33 1 73 30 30 30

www.franceagrimer.fr
www.agriculture.gouv.fr



Depuis fin 2013, l'offre de fromages de chèvre est devenue plus étroite dans les rayons des magasins. Certains supermarchés connaissent même des ruptures de stock de bûchettes. Dernière manifestation des difficultés que connaît la filière caprine française depuis 2009, la collecte et les fabrications de fromages sont en fort recul depuis 3 ans. En effet, après avoir été en surproduction, la filière souffre désormais de sous-production. Elle s'est fragilisée ; de nombreux éleveurs ont cessé de produire entraînant un déficit d'offre face à la demande. C'est dans ce contexte particulier que l'interprofession mène une réflexion stratégique pour stabiliser la filière et lui redonner des perspectives communes.

Cette étude a le double objectif d'abord d'apporter un éclairage spécifique sur les déterminants et le déroulement de cette crise de la filière lait de chèvre et ensuite d'essayer d'analyser cet exemple d'une difficile adaptation de l'offre à la demande dans le cadre plus large du pilotage des marchés agricoles et de outils pour ce faire.

Après avoir resitué l'économie de la filière, cette synthèse propose quelques éléments de compréhension de la crise récente. Quelles en sont les causes ? Quel en a été son déroulé ? Y-a-t-il eu des signaux précurseurs ? Elle s'interroge en conclusion sur les moyens d'éviter le retour d'une crise semblable.

Partie 1 : Principales caractéristiques de la filière française lait de chèvre

Une production de lait de chèvre importante

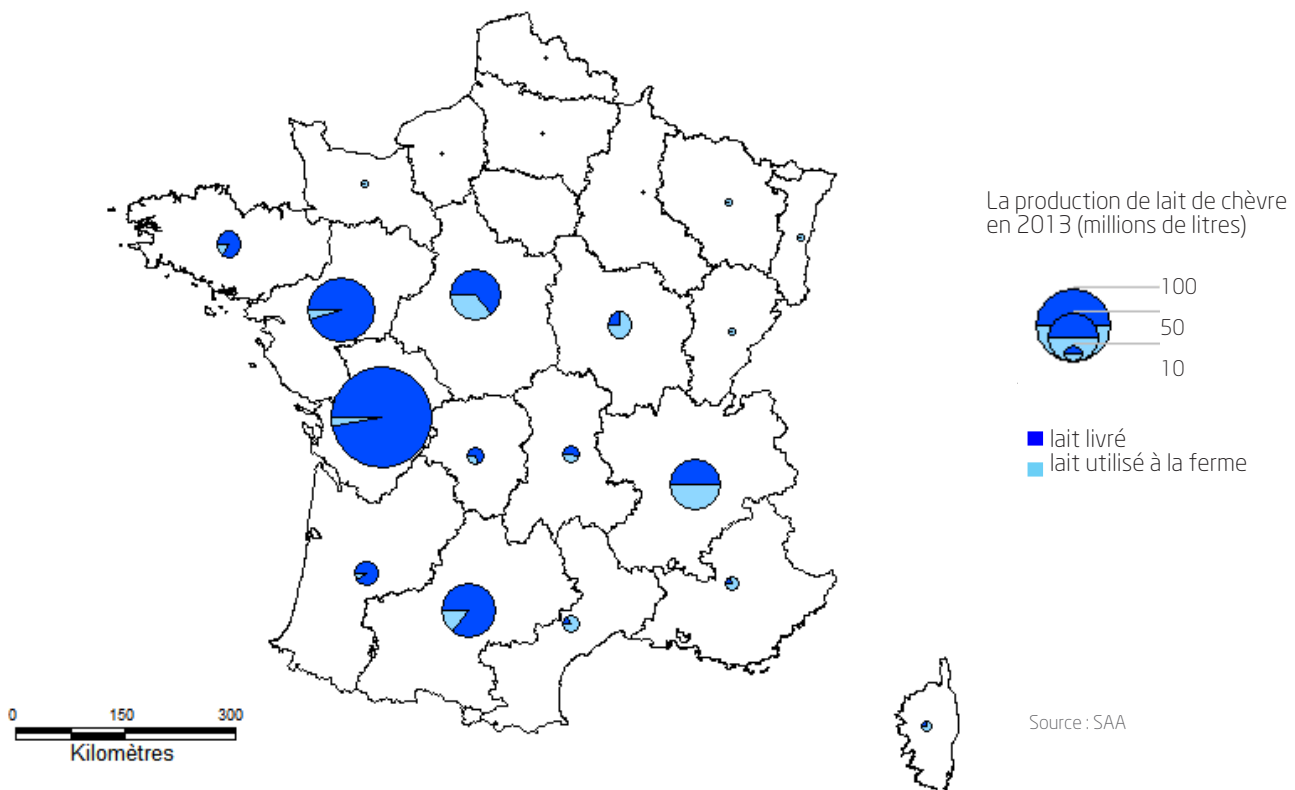
Avec en décembre 2013, 1,173 million de femelles saillies (enquête cheptel - SSP), la France détient le troisième plus grand troupeau européen, derrière la Grèce et l'Espagne, et comptait 5 300 exploitations de plus de 10 chèvres en 2012, en diminution constante (8 400 exploitations en 2000).

La production se concentre dans l'ouest de la France : 70 % de la collecte s'effectue en Poitou-Charentes et Pays de la Loire, 9 % dans la région Centre et 7 % en Rhône-Alpes. La filière caprine est marquée par une forte production fermière : environ 130 millions de litres de lait sont utilisés chaque année pour la fabrication de fromages fermiers, soit un peu plus de 20 % de la production annuelle. Cette dernière est plus particulièrement localisée en régions Centre et Rhône-Alpes (Estimation GEB - Institut de l'élevage). La moitié des exploitations est détenue par des fromagers fermiers, mais les livreurs possèdent 72 % du cheptel de chèvres.

La production nationale est estimée à 587 millions de litres en 2013 (Source : SAA) ; près de 80 % du lait produit est livré dans des laiteries, contre 70 % en 2001. Au niveau européen, la France est le premier pays fabricant de fromages de chèvre.

La vente de lait ou la valorisation directe en fromage constituent les principales sources de rémunération des éleveurs, la vente de chevreaux et de chèvres de réforme venant en complément. Les sources actuelles ne permettent pas de mesurer précisément les revenus des éleveurs : ainsi les services de statistiques du ministère de l'Agriculture, lors du traitement du Rica (Réseau d'Information Comptable Agricole), ne distinguent pas les exploitations caprines de celles ovines. On estime alors entre 15 000 et 20 000 euros le revenu moyen des éleveurs ovins et caprins, soit un des plus faibles dans le monde agricole. À noter que le lait de chèvre est aujourd'hui mal valorisé, entre 2,5 €/kg et 3,5 €/kg (Cotation de chevreau vif de 8 à 11 kg - source : FranceAgriMer) et ne rémunère pas les éleveurs.

La production de lait de chèvre en France en 2013 et la part livrée aux industries





Les fromages, débouchés presque exclusifs de la production lait de chèvre française

Les fromages de chèvre constituent l'essentiel des débouchés de la filière lait de chèvre. D'après l'enquête mensuelle laitière de FranceAgriMer, les fabrications de produits frais et de laits conditionnés ne représentaient que 1 % des fabrications en matière sèche utile (MSU) en 2013. Les volumes fabriqués de laits conditionnés, après avoir représenté plus de 2 % des fabrications en MSU (en 2002/03), ont connu un important recul alors que ceux de produits frais, démarrés en 2012, progressent depuis. La production de poudre de lait demeure marginale, moins de 100 tonnes sont fabriqués en moyenne chaque année correspondant apparemment à des fabrications de report destinées à lisser les pics de production en mars/avril.

Chaque année plus de 90 000 tonnes de fromages industriels sont fabriqués en France. La production des fromages fermiers est estimée à environ 18 000 tonnes. Ainsi, la production française de fromages de chèvre dépasse 100 000 tonnes par an dont près de 6 000 tonnes sont des fromages AOP.

Le marché domestique consomme 82 % des volumes. 18 % sont exportés (20 000 tonnes en 2010 selon des estimations de l'Anicap), principalement vers l'Union européenne (87 % des exportations) et les États-Unis (5 % des volumes exportés). En France, 88 % sont consommés directement par les ménages à domicile, 7 % en restauration hors foyer et 5 % sont utilisés dans les industries agroalimentaires en tant que fromage ingrédient.

Une consommation marquée par la bûchette

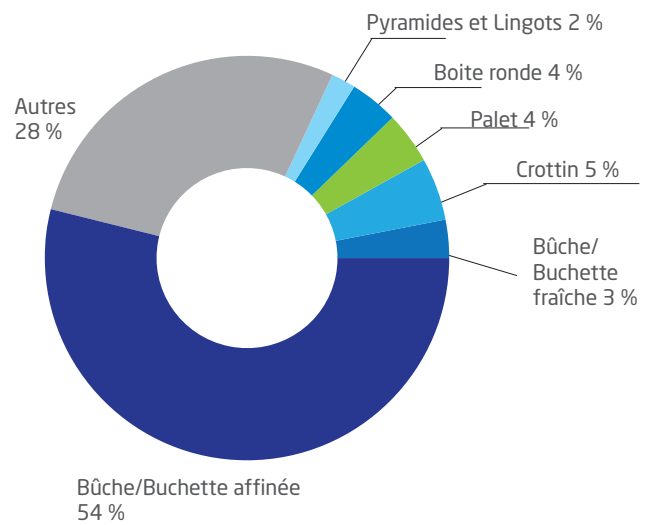
Les achats de fromages de chèvre par les ménages se sont développés durant les années 2000 : ils ont globalement progressé de 8 % entre 2007 et 2013 (Source : Kantar Worldpanel). Le prix moyen des fromages de chèvre

(autour de 11,5 €/kg), en prix, positionne ces produits un tiers au dessus des fromages de vaches (autour de 8,6 €/kg), et un tiers en dessous des fromages de brebis (autour de 14,9 €/kg).

Le marché des fromages de chèvre est dominé par la bûchette qui représente 50 % des achats des ménages. Au cours des dernières années, ce type de fromage a fortement gagné des parts de marché au détriment des crottins et lingots affinés. Par ailleurs, les achats des fromages frais ont été fortement dynamiques (+ 30 %).

En 2013, 90 % des achats de fromages de chèvre s'effectuent dans les grandes et moyennes surfaces (GMS), 98 % pour les bûches/bûchettes affinées. Les marchés et foires représentent environ 5,7 % des achats de fromages de chèvre (Source : Kantar Worldpanel).

Le marché des fromages de chèvre dominé par la bûchette affinée



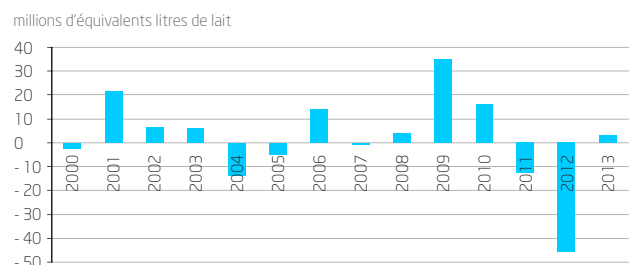
Source : Kantar Worldpanel

Partie 2 : Le fonctionnement de la filière française lait de chèvre

L'importance des importations et du stockage

La production de lait de chèvre est très saisonnalisée avec un pic de collecte en avril/mai et des chèvres tarées vers novembre. Pour adapter cette ressource très fluctuante à une consommation de fromages de chèvre beaucoup plus régulière, la filière a mis en place un système de lissage basé sur le stockage/déstockage de produits intermédiaires qui se conservent. Ces produits de report (caillé congelé) sont utilisés pour la fabrication des fromages lors des périodes de creux de collecte. Ainsi, à tout moment, en fonction des besoins des fabrications, le niveau des stocks peut diminuer ou augmenter.

L'évolution annuelle des niveaux des stocks de produits de report (Comparaison de décembre à décembre)



Source : Enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

La demande des consommateurs est importante lors des fêtes de fin d'année (plateaux de fromage festifs), les fabrications sont alors élevées. Or, c'est la période de l'année où la collecte connaît son plus bas niveau, occasionnant une forte utilisation des produits de report. Ainsi, en janvier, les stocks se retrouvent à leur niveau le plus bas. Le pic de collecte en mars/avril permet de les reconstituer afin de répondre à la demande de la fin d'année suivante.

Par ailleurs, chaque année entre 10 et 20 % des volumes mis en œuvre pour la fabrication industrielle des fromages sont importés, dans leur grande majorité d'Espagne et des Pays-Bas, sous la forme de produits intermédiaires (caillé, lait concentré, lait en vrac).

La production de lait de chèvre en Espagne et aux Pays-Bas

(Source : Eurostat, sources nationales pour les prix)

L'Espagne et les Pays-Bas sont les principaux marchés partenaires de la France. La majorité des importations françaises viennent de ces deux pays. Bien que la Grèce détienne le plus grand troupeau caprin en Europe, sa production est essentiellement destinée à une consommation locale.

En 2013, l'Espagne détenait 1,9 million de femelles saillies. La grande majorité de la production est livrée à des laiteries et sert à la fabrication de fromages industriels, essentiellement de mélange. En 10 ans, l'Espagne a perdu 20 % de son cheptel de femelles, recul intensifié à partir de 2009 (- 14,5 % entre 2008 et 2013). Cette forte baisse s'explique par les difficultés économiques du pays mais également par la baisse de la demande française ainsi que par des coûts de production élevés qui ont conduit les éleveurs espagnols à réduire leur troupeau. La collecte de lait de chèvre a diminué de 14 % sur la même période pour atteindre 295 000 tonnes de lait en 2013, poussant le prix du lait à la production tout d'abord à la baisse. Ainsi, la cotation du lait de chèvre en Andalousie (Cotation Malaga) est passée de 60 €/100 litres début 2009 à 40 €/100 litres mi 2010 puis à 67 €/100 litres fin 2013. Effectivement, ce fort recul de production a conduit à une situation de manque de lait à partir de 2011, soutenant les prix à la hausse. Depuis 2013, la situation semble se stabiliser et la production redémarre doucement. Pour diminuer leur dépendance au marché français, les acteurs de la filière semblent chercher à diversifier les débouchés, notamment vers les marchés du Moyen-Orient et de l'Asie.

La production de lait de chèvre aux Pays-Bas est plus récente et n'a décollé qu'au début des années 2000 pour atteindre 213 000 tonnes de lait collecté en 2012 (+ 8 % entre 2002 et 2012). 269 000 femelles saillies étaient comptabilisées en 2013, localisées essentiellement dans des exploitations de type intensif. Leur fabrication de fromages est peu importante. En 2010, les Pays-Bas ont connu d'importants problèmes sanitaires (épisodes de fièvre Q), réduisant le cheptel (- 5,4 %) et la collecte (- 4,3 %). Depuis, la recapitalisation du cheptel a permis une importante reprise de la production. Par ailleurs, elle a été également tirée par de nouveaux débouchés vers l'Asie du sud-est, (essentiellement de la poudre de lait infantile). Le cours du lait de chèvre néerlandais, traditionnellement inférieur au prix français, a suivi les fluctuations du marché. Depuis 2013, il a atteint des niveaux record, poussé par la forte demande des industriels (en 2013, en moyenne, il valait 599 €/1 000 litres contre 395 €/1 000 litres en 2010).

Les cycles de production de la filière lait de chèvre

Sur le moyen terme, on observe des cycles dans l'approvisionnement de la filière industrielle. Afin de répondre à une hausse de leurs besoins, les industriels augmentent leurs importations, puis la production nationale se développe. Après un à deux ans de hausses des importations, la collecte nationale progressant prend le relais et vient également abonder temporairement les stocks de produits de report ; le niveau des importations diminue. La progression des fabrications incite les producteurs à augmenter leur production mais avec un délai de réponse d'environ 2 ans du fait du temps nécessaire à la mise en place de la production.

Depuis 2000, différents cycles ont été observés :

- Le premier cycle a eu lieu de 1999 à 2004. Face à des demandes en hausse, les importations ont augmenté de 1999 à 2000 jusqu'à la reprise de la collecte en 2001 qui s'est traduite par une augmentation temporaire des stocks de produits de report.
- À partir de 2005, la stagnation de la collecte entraîne à nouveau une hausse des importations de la part des industriels afin de pouvoir accompagner la croissance de la demande. Les stocks des produits de report diminuent, leurs utilisations progressent simultanément. À partir de 2009, la hausse de la production domestique réduit le niveau des importations.



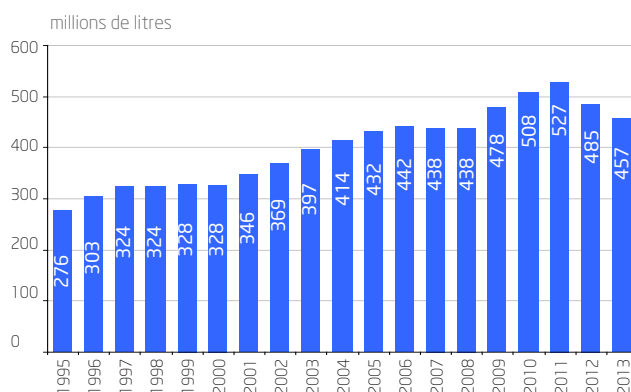
Cependant, cette dernière hausse de la collecte s'effectue au moment où la consommation, et donc les fabrications de fromages de chèvre, commencent à être moins dynamiques. Elle s'explique en partie par la mise en place en 2008/09 par l'interprofession d'un plan de pérennisation de la filière avec comme objectif de réduire les importations au profit de la production intérieure. À cet instant, la filière comptait sur une même tendance haussière des débouchés alors que ceux-ci fléchissaient.

Des hausses par palier de la collecte, des importations cycliques

À l'exception de l'épisode de sécheresse de 2008, la collecte de lait de chèvre a progressé depuis 1995, par à-coups, passant par des phases de forte croissance et par des phases de stagnation. Depuis 2011, la collecte suit une tendance baissière en lien avec la volonté de maîtrise des volumes par les acteurs de la filière, suite à la crise de surproduction :

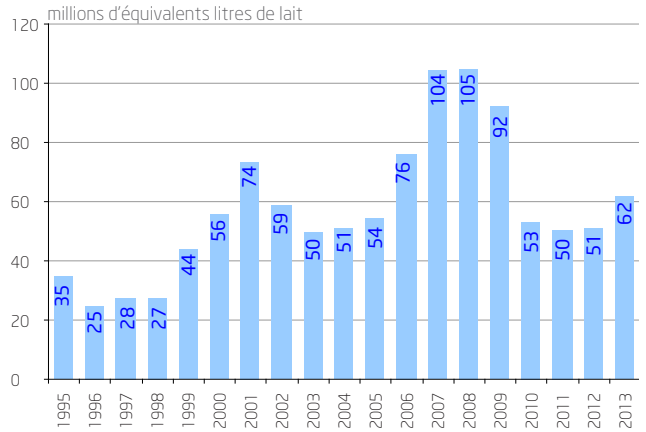
- De 1997 à 2000, la collecte stagne autour de 325 millions de litres de lait de chèvre. À partir de 1999, jusqu'en 2001, le niveau des importations augmente de 74 %.
- De 2001 à 2005, la collecte progresse de 24,9 % pour atteindre 432 millions de litres de lait, soit 86 millions de litres de lait en plus collectés, pendant que les importations diminuent de 32 %.
- De 2005 à 2008, la collecte avoisine 438 millions de litres de lait alors que les importations renouent avec la hausse dès 2006 et doublent en 3 ans.
- Avec une hausse de 20,3 % de 2008 à 2011, soit 89 millions de litres de lait en plus collectés, la collecte est égale à 527 millions de litres de lait en 2011 ; parallèlement, les importations reviennent à leur niveau d'avant 2006.
- Depuis 2011, la collecte a perdu 70 millions de lait soit un repli de 13,3 % et a atteint en 2013 453 millions de litres de lait. En 2013, les importations progressent de nouveau (+ 22 %).

L'évolution de la collecte française de lait de chèvre



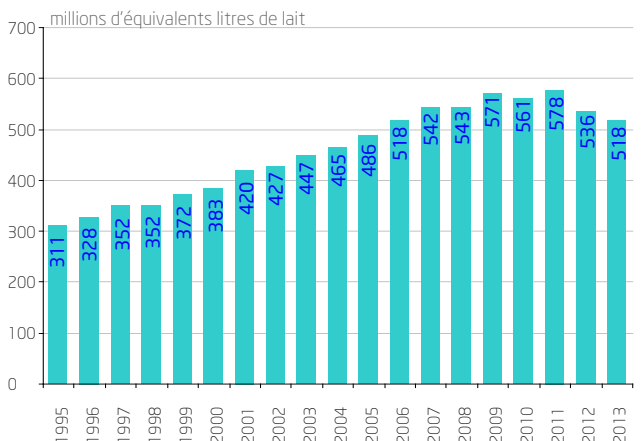
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

L'évolution des importations de produits intermédiaires



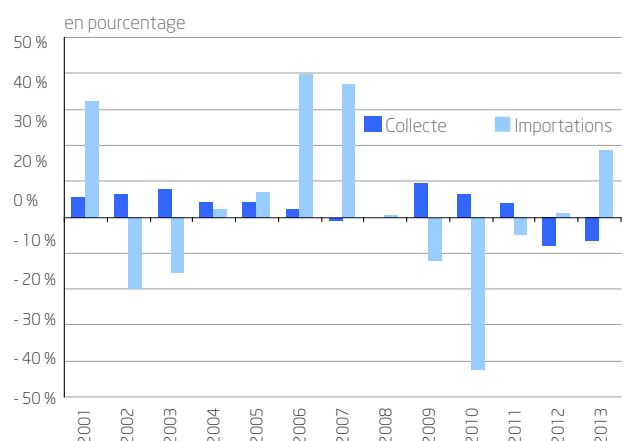
Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

L'évolution des disponibilités françaises de lait de chèvre



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Les évolutions annuelles de la collecte et des importations



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

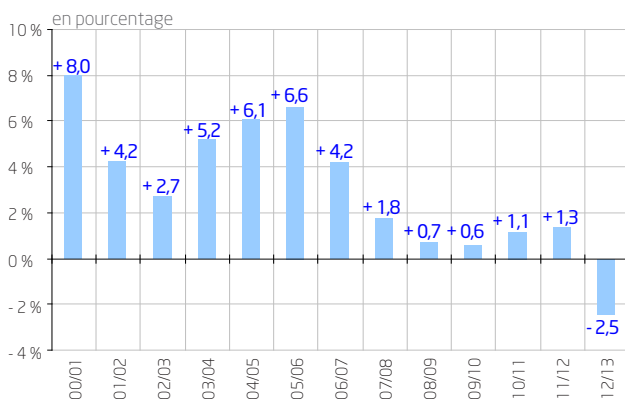
Des fabrications françaises de fromages de chèvre tirées par une demande irrégulière mais tendanciellement en hausse

La hausse des achats constatée avant 2009 a accompagné la progression des fabrications de fromages de chèvre. De 1995 à 2013, les fabrications de fromages de chèvre ont ainsi été multipliées par plus de 2 et se situaient en 2013 à 93 000 tonnes.

Sur le long terme, la progression s'est effectuée aussi par palier :

- De 1995 à 2001, les fabrications ont connu une hausse moyenne de 8,8 % par an, passant de 41 000 à 63 000 tonnes.
- Après trois années d'augmentations plus faibles (en moyenne + 2,9 % par an entre 2001 et 2003), les fabrications ont repris leur progression pour atteindre 90 000 tonnes en 2007, date à laquelle la crise économique a éclaté.
- De 2008 à 2012, les fabrications de fromages ont stagné autour de 92 000 tonnes, avec une hausse moyenne par an de 1,1 %, suggérant l'idée que le marché est arrivé à un palier.

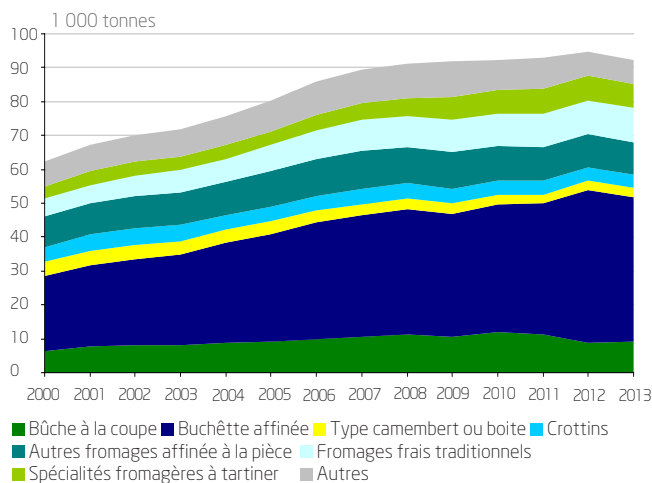
L'évolution annuelle des fabrications de fromages de chèvre



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

L'évolution des fabrications de fromages de chèvre a été poussée par la forte progression des bûchettes à la pièce qui représentent désormais plus de 45 % des fabrications totales (contre 35 % en 2000). Ces fabrications ont été multipliées par deux entre 2000 et 2013. Les bûches à la coupe, 10 % des fabrications, ont augmenté de 40 % durant la même période. Les fromages frais de chèvre ont aussi fortement bénéficié de la hausse des fabrications : + 95 % pour les fromages frais traditionnels, + 98 % pour les spécialités fromagères à tartiner. Ils sont passés de 15 % à 20 % des fabrications totales. A contrario, les fromages plus « traditionnels » ont régressé : - 10 % pour les crottins par exemple.

Les fabrications de fromages au lait de chèvre (hors produits de report)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Partie 3 : 2008-2012 : d'une crise de surproduction à une crise de sous production

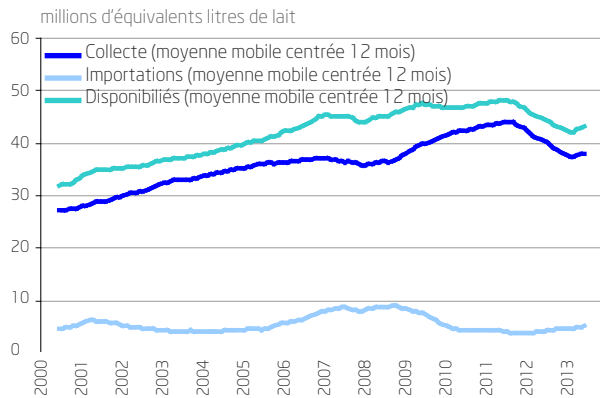
2009 : la filière au milieu d'un cycle

En 2008/09, la filière se situe au milieu d'un cycle de production : les importations connaissent une forte augmentation depuis 2006 et représentent près de 20 % du lait mis en œuvre en 2007. Quant à la collecte française, stagnante autour de 440 millions de litres entre 2006 et 2009, elle commence à progresser de nouveau. Le marché des fro-

mages de chèvre est dynamique depuis plusieurs années. Les opérateurs de la filière sont confiants sur sa continuité. En 2008/09, l'interprofession lance un plan de pérennisation de la filière qui a pour objectif de réduire les importations, de les maintenir à des niveaux faibles afin de favoriser le développement de la production française.



L'évolution de la tendance de la collecte, des importations et des disponibilités en lait de chèvre à partir de 2000

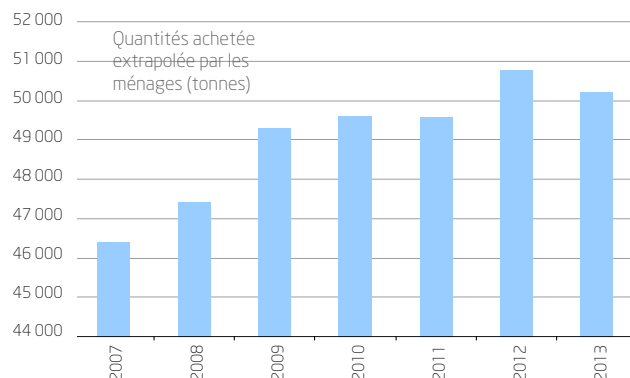


Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Un essouffement de la demande avec la crise économique

Après une augmentation régulière du niveau des achats des ménages en fromages de chèvre durant les années 2000, la consommation connaît un fléchissement à partir de 2009. La taille de la clientèle (taux de pénétration) a grossi passant de 78,5 % en 2001 à 84,1 % en 2009 pour progressivement se stabiliser autour de 84 % (Source : Kantar Worldpanel - anciennement TNS Sofres). Les quantités achetées ont connu une dynamique soutenue (+ 6,2 % entre 2007 et 2009) puis se sont essouffées à partir de 2009 (+ 3 % entre 2009 et 2012) et ont même fléchi en 2011, contrairement à l'ensemble du marché des fromages qui a continué à croître de manière soutenue (+ 5,5 % entre 2009 et 2012).

Une augmentation des achats des ménages de fromages de chèvre plus marquée avant 2010



Source : Kantar Worldpanel

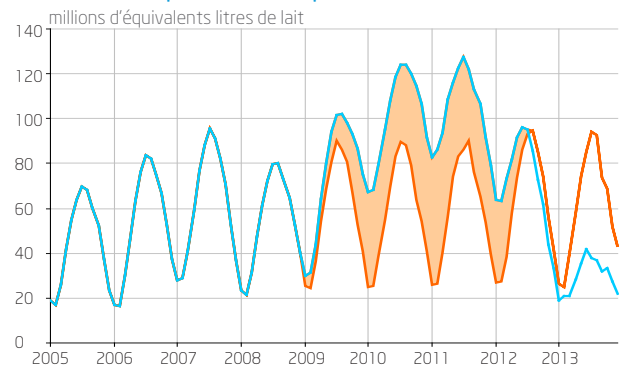
Ainsi, à partir de 2009, le marché des fromages de chèvre souffre d'une certaine morosité, alors même que les disponibilités en lait de chèvre continuent à progresser jusqu'en 2012. Sous l'effet de la crise économique et de la réduction du pouvoir d'achat des ménages, la consommation de fromages de chèvre semble se consolider, suggérant une maturité, au moins temporaire, du marché.

Parallèlement, les fabrications de fromages de chèvre suivent une évolution similaire : elles se stabilisent autour de 92 000 tonnes à partir de 2010.

Une croissance trop rapide des stocks de produits de report

Les stocks-outils permettent de maintenir la filière à l'équilibre. La fabrication de produits de report est inhérente au fonctionnement de la filière, ces produits stockés permettent de répondre à la demande des industriels pendant les périodes de creux de collecte mais leurs niveaux ne doivent être ni trop élevés ni trop faibles pour ne pas déstabiliser la filière. On observe empiriquement que les stocks de produits de report ne peuvent pas descendre en dessous d'environ 20 millions d'équivalents litres de lait, ce qui correspond au minimum nécessaire pour permettre le bon fonctionnement des usines.

Des stocks de produits de report à des niveaux record



Stocks théoriques /ratio St/Fabr (réf-08) Surstock Niveau des stocks

Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

À partir de 2009, la montée en puissance de la collecte face à une demande en repli a entraîné des disponibilités trop importantes, obligeant les industriels à transformer une plus grande part de la collecte en produits de report et à les stocker. En conséquence, le niveau des stocks de produits de report a augmenté, se situant à un niveau nettement supérieur à celui nécessaire pour une gestion « normale » de la filière.

Déjà par le passé, les stocks avaient grossi sous l'effet des hausses des disponibilités (collecte et importations) sans pour autant atteindre les niveaux de 2011. La demande augmentant, ils avaient été progressivement utilisés. En revanche, à partir de 2010, la demande fléchissant, les stocks de report se sont retrouvés à des niveaux record, de nature à déstabiliser la filière (baisse du prix du lait, fragilisation financière des exploitations, etc.).

Sur le graphique précédent, la courbe orange matérialise le niveau des stocks de report qui assure un équilibre offre-demande de la filière. À partir de 2009, les disponibilités en lait de chèvre étant trop élevées par rapport aux besoins industriels, les niveaux de stocks de report ont augmenté et sont restés à des niveaux supérieurs durant 3 ans, fragilisant la filière (sur le graphique, l'évolution réelle des niveaux de stocks de report est représentée par la courbe bleue). Grâce à des plans de maîtrise des laiteries, la filière est revenue à l'équilibre durant l'été 2012 (sur le graphique, cela correspond au croisement des courbes orange et bleue). Cependant la collecte a continué de reculer, provoquant une forte baisse des fabrications de produits de report : les produits de report se sont retrouvés à des niveaux faibles à partir de 2013, bien en dessous du niveau «normal de stocks». Ainsi, au lieu d'atteindre environ 85 millions d'équivalents litres de lait, les stocks de report n'étaient égaux à que 41 millions d'équivalent litre en juillet 2013, soit la moitié du niveau d'équilibre.

En conséquence d'une offre trop importante, les prix du lait de chèvre diminuent

Le prix moyen annuel du lait de chèvre payé au producteur a crû de manière régulière pendant plus de 10 ans du fait des besoins croissants des industriels. Sous l'effet de l'importance des stocks de report, ils chutent de 5,6 % entre 2009 et 2012 pour atteindre 588 €/1 000 litres (prix annuel moyen du lait payé au producteur – Source : Institut de l'élevage).

Au niveau des prix de vente industriels, la baisse constatée à partir de 2009 s'accélère pour les fromages au lait de chèvre. L'écart se creuse avec l'indice des prix de vente industriel (IPVI) total fromage qui renoue avec la hausse à partir de 2011. Ainsi, de janvier 2009 à janvier 2013, alors que ce dernier stagne, l'indice des prix de vente industriel de l'ensemble des fromages de chèvre perd 6,5 points, celui des fromages de chèvre de marque de distributeur de 9 points (Source : Insee, base 100 en 2005).

Ce recul est la conséquence de la surabondance de matières premières. Selon Kantar Worldpanel, le prix des fromages de chèvre dans sa globalité a stagné autour de 11,4 €/kg entre 2009 et 2012 alors que celui de l'ensemble des fromages a progressé de 2,2 % pour atteindre 9,1 €/kg en 2012. La progression de la production des bûchettes affinées (un des fromages de chèvre les moins valorisés, autour de 8,6 €/kg en moyenne) ajoutée aux efforts de promotion-prix effectués pour écouler les volumes et gagner des parts de marché ont entraîné à la baisse les prix en magasins. Plus particulièrement, entre 2011 et 2012, le prix de la bûchette de chèvre de marque nationale a diminué de 3,1 %, celle de marque de distributeur de 2,4 %. Cette baisse n'a pas permis d'augmenter significativement les ventes du fait d'une demande morose pour les fromages de chèvre.

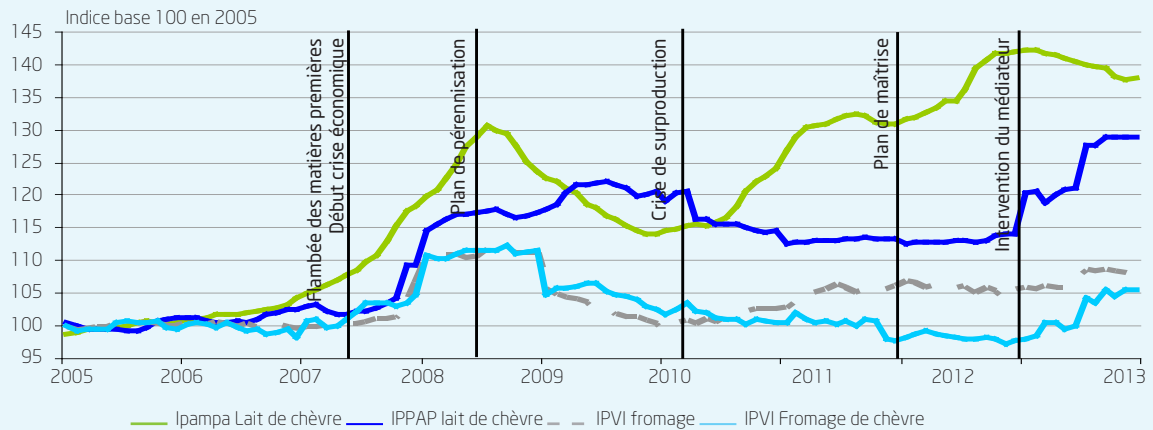
Parallèlement, l'augmentation des coûts de production entraîne une baisse des revenus des producteurs

Dans le même temps, la production de fourrage est mauvaise entre 2010 et 2013 : des épisodes de sécheresse au printemps 2011 entraînent un recul de la production fourragère ; en 2012 et 2013, elle est de mauvaise qualité, obligeant les éleveurs à acheter plus d'aliments composés. Or, les prix des matières premières augmentent très fortement à partir de 2010, entraînant à la hausse les prix des aliments pour bétail. L'indice aliments achetés de l'Ipampa¹ lait de chèvre, calculé par l'Institut de l'élevage (base 100 en 2005) pour l'Insee, a connu une hausse de 47 points en 3 ans, pour atteindre 164,1 en décembre 2012. Les autres postes ont également augmenté, comme l'énergie ou les engrais. Ainsi, l'indice général Ipampa lait de chèvre est passé de 114,2 en décembre 2009 à 142,1 en décembre 2012.

¹ -L'indice des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) permet de suivre l'évolution des prix des biens et des services utilisés par les agriculteurs pour leur exploitation agricole. Ces prix sont relevés auprès des vendeurs de produits nécessaires aux exploitations.



L'évolution des indices de prix dans la filière lait de chèvre, reflet de la conjoncture



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

L'évolution des prix caprins illustre les différents événements qu'a connus cette filière depuis 10 ans (cf. graphique ci-dessus). La hausse des différents prix et indices entre 2007 et 2008 traduit la hausse du prix des matières premières, et plus particulièrement celui des produits agricoles. Les coûts de production, mesurés par l'Ipampa Lait de chèvre, ont ainsi bondi, notamment sous l'effet de la hausse du pétrole et de l'alimentation animale. La hausse du prix du lait (IPPAP lait de chèvre) jusqu'en 2010 est la conséquence de la tension sur le marché du lait. C'est à ce moment que la production est relancée pour répondre aux besoins des industriels et que le plan de pérennisation est mis en place.

La diminution des différents prix à partir de 2010 reflète le déséquilibre offre-demande de la filière. Le niveau des stocks élevés a entraîné à la baisse le prix du lait de chèvre et des fromages de chèvre. La nouvelle hausse des coûts de production, résultant de nouvelles tensions sur le marché des matières premières, a engendré un effet ciseaux qui perdure encore aujourd'hui : la hausse des coûts de production est plus rapide que l'augmentation du prix du lait de chèvre.

Cependant, depuis 2013, l'effet ciseaux est moindre. Sous l'effet du relatif manque de lait et avec l'appui du médiateur, les prix du lait (producteur et industriel) ont renoué avec la hausse. Pour rappel, les recommandations du médiateur des relations commerciales agricoles portaient sur une hausse du prix du lait payé au producteur de 60 €/1 000 litres sur le second semestre 2013, hausse qui s'est répercutée au niveau industriel.

Sur la période 2009-2012, la baisse des prix du lait de chèvre d'une part, et, l'augmentation des coûts de production d'autre part, ont provoqué la dégradation des trésoreries et ont mis en difficulté les éleveurs, notamment ceux récemment installés. De nombreux abandons de production ont eu lieu, plus particulièrement dans les zones à forte dominante polyculture-élevage, renforçant la baisse de la collecte. En Poitou-Charentes, on estime que 298 ateliers, soit le quart des exploitations, ont arrêté en 5 ans².

En conséquence, le niveau de revenus des éleveurs de chèvres a fortement diminué. D'après le Réseau d'élevage de l'Institut de l'élevage, tous les types d'exploitations ayant un atelier caprin ont été touchés depuis 2010. Les écarts sont cependant importants entre les différents types de ferme : les résultats courants avant impôts (RCAI) par unité de main d'œuvre exploitant (UMO) oscillent entre 10 000 euros pour les livreurs spécialisés du Sud-est et 36 600 euros pour les livreurs avec cultures de vente.

2- Source : Base caprine de Poitou-Charentes - La chèvre, juillet-août 2014, n°324.

Le Réseau d'élevage développé par l'Institut de l'élevage

permet un suivi technico-économique régulier à partir d'un échantillon d'exploitations représentatives des différents systèmes de production. En 2013, l'échantillon comprenait 140 exploitations caprines.

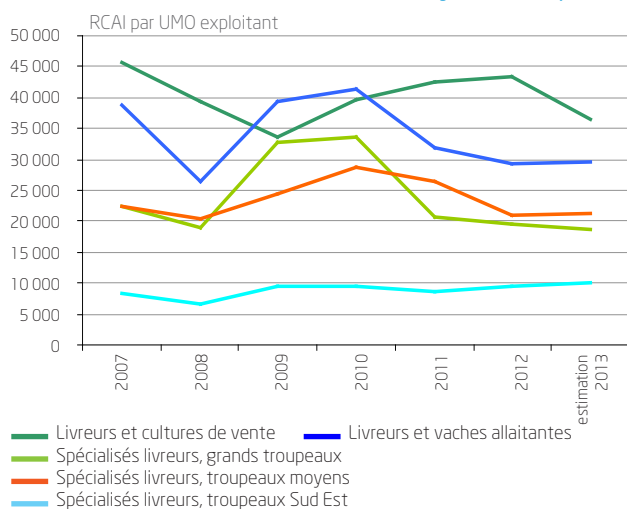
Différents types d'élevages caprins ont été distingués :

- Les livreurs non spécialisés avec culture de vente : exploitations détenant des caprins et au moins 40 % de la SAU en cultures de vente. Les cultures de vente doivent au moins compter 40 hectares. Le produit représente moins de 70 % du produit de l'exploitation.
- Les livreurs non spécialisés avec vaches allaitantes : exploitations détenant des caprins avec au moins 15 vaches allaitantes. Le produit représente moins de 70 % du produit de l'exploitation.
- Les livreurs spécialisés : exploitations détenant des caprins sans atelier cultures de ventes ni bovins viandes significatifs. Le produit caprin est au moins égale à 70 % du produit de l'exploitation.

Les livreurs non spécialisés ont majoritairement des revenus supérieurs aux livreurs spécialisés, du fait de la complémentarité des différents ateliers. Les livreurs non spécialisés avec culture de vente sont des systèmes le plus souvent autonomes. Leur baisse du revenu en 2013 correspond à la baisse du prix des matières premières. Quant aux livreurs non spécialisés avec vaches allaitantes, ils bénéficient d'une certaine stabilité de revenus grâce à la synergie entre les deux ateliers, malgré une sensibilité plus forte aux variations des prix des matières premières.

Les livreurs spécialisés avec grands troupeaux subissent les fluctuations des marchés des matières premières du fait de leur faible autonomie en alimentation animale. Le prix bas du lait de chèvre couplé à des charges élevées orientent leur revenu à la baisse depuis 2010. Les livreurs spécialisés avec troupeaux moyens (souvent des exploitations familiales de 120 à 250 chèvres avec une forte autoconsommation) connaissent des revenus plus stables. Enfin, les livreurs spécialisés du sud-est (système de production basé sur le pâturage, avec peu de concentrés et des achats de fourrages) ont le système ayant le plus faible revenu moyen par UMO. Il est relativement stable dans le temps et en légère augmentation depuis 2007.

L'évolution des résultats des différents systèmes caprins



Source : Institut de l'Élevage - Réseaux d'élevage

*RCAI : Résultat courant avant déduction des impôts et des cotisations sociales de l'exploitant - UMO exploitant : Unité de main-d'œuvre exploitant (correspond au travail fourni par une personne occupée à temps complet sur l'exploitation pendant un an).

L'impact de la crise sur la production fermière

Peu de données sont disponibles sur la production fermière. Les principales proviennent du recensement agricole avec traitement par l'Institut de l'élevage. En 2010, on estimait à 2 624 les exploitations caprines transformant du lait à la ferme, soit une baisse de 34 % par rapport au recensement agricole de 2000. Sur la même période, selon la Statistique Agricole Annuelle, la production de lait utilisée pour la fabrication de produits fermiers a reculé de 14 % pour atteindre 124 millions de litres. Cette baisse serait structurelle. La crise de la filière semble n'avoir que peu touché les producteurs fermiers. D'après les informations « qualitatives » recueillies, les achats seraient restés dynamiques et les prix fixes. Selon la Statistique Agricole Annuelle, la fabrication de produits fermiers est restée stable entre 2010 et 2013. Ces produits ont bénéficié de la forte demande actuelle pour les « produits locaux ». Par ailleurs, la hausse des coûts de production a également pesé sur les fermiers mais de manière plus modérée du fait que la part des coûts des intrants est moins forte au regard du chiffre d'affaires.

La mise en place d'un plan de maîtrise des volumes par les entreprises

Face à l'augmentation des disponibilités en lait et produits de report, la filière a tardé à réagir. Ce n'est qu'en 2012, suite à l'intervention d'un premier médiateur à la demande de la filière, que des plans de maîtrise ont été mis en place par les entreprises pour contrôler le niveau de la production (diminution des références de lait à produire, pénalités en cas de dépassement, baisse des prix). En parallèle, les importations ont été fortement réduites. Ces différentes mesures ont permis de réduire rapidement les niveaux des stocks de produits de report.

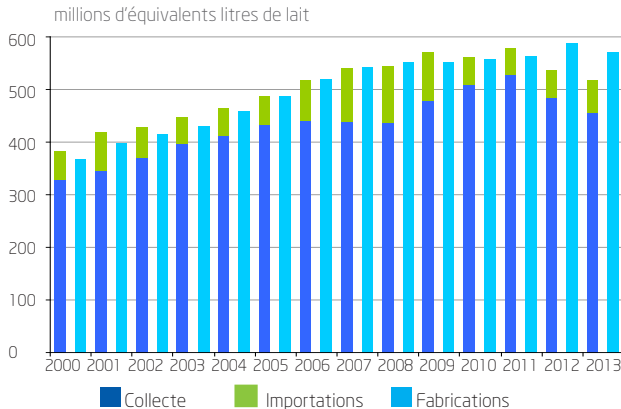
Ainsi, les importations ont été divisées de moitié entre 2008 et 2010 pour atteindre 50 millions d'équivalents litres de lait en 2010. Elles sont passées de 20 % à 9 % du lait transformé. Quant à la collecte, de fait de deux années successives de baisse, elle a reculé de 13 % entre 2011 et 2013. Les fabrications ont continué leur progression jusqu'en 2012 grâce à une forte utilisation des produits de report, ce qui a permis leur résorption et le retour à une situation d'équilibre dès août 2012.

Face à l'assainissement de la filière, les prix ont un peu augmenté dès 2012 (+ 1,7 % pour le prix moyen du lait payé producteur entre décembre 2011 et décembre 2012, selon l'Institut de l'élevage) mais ce n'est qu'en 2013 (après l'intervention du médiateur des relations commerciales agricoles) que les prix ont connu de réelles hausses au niveau producteur, industriel et consommateur. Le prix de base annuel du lait de chèvre payé au producteur est ainsi passé de 557 €/1 000 litres en 2009 à 521 €/1 000 litres en 2012 puis à 572 €/1 000 litres en 2013. Cependant ces hausses ne permettent pas de compenser totalement l'impact de plusieurs années de hausse des coûts de produc-



tion. Au niveau industriel, l'indice de prix de vente industriel a progressé de 6 points en 2013 et les prix des fromages de chèvre en magasins de 1,8 %.

L'évolution de la collecte, des importations et des fabrications au lait de chèvre

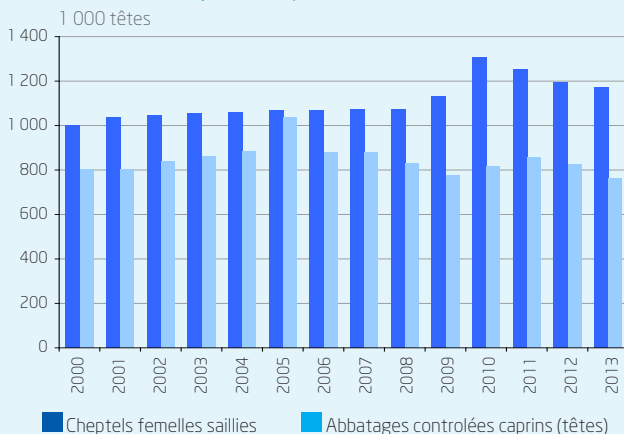


Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer - SSP

Le cheptel, révélateur des fluctuations de la production

Le cheptel français de femelles caprines saillies a augmenté de manière continue depuis 2000, accompagnant la hausse de la collecte (Source : SSP - enquête décembre). De moins d'un million en 2000, le cheptel a atteint 1,132 million de têtes en 2009. En 2010, dans le contexte de reprise de la collecte et du plan de pérennisation mis en place par la filière en 2008/09, le cheptel réalise un bond de 15,6 % pour atteindre 1,308 million de têtes. Après ce pic, avec la volonté des entreprises de maîtriser la collecte, le cheptel a été réduit dès 2011 : recul de 135 000 femelles saillies entre 2010 et 2013. Cela s'est traduit par une hausse du nombre d'abattages des caprins (+ 7,6 % entre 2010 et 2011). Fin 2013, le cheptel français comptabilisait 1,173 million de femelles saillies ; les abattages étaient en diminution (- 9 % entre 2012 et 2013), reflétant sans doute une volonté de certains éleveurs de reconstituer les troupeaux.

L'évolution du cheptel français de femelles saillies



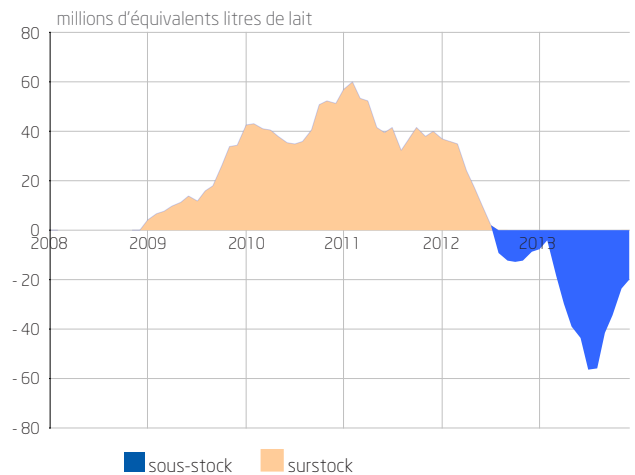
Source : FranceAgriMer d'après SSP - enquête décembre

2011-2013 : d'une situation d'excédent à une situation de déficit

Malgré le retour à l'équilibre et à des prix du lait haussiers, la collecte française continue de reculer. Différents facteurs l'expliquent : des coûts de production élevés face à des prix qui restent jugés insuffisants par les producteurs, un cheptel en diminution, un nombre d'élevages en recul, la qualité et la quantité de fourrages, etc. Par conséquent, afin de maintenir le niveau des fabrications, les industriels ont, d'une part, continué à puiser dans les stocks de report, les maintenant à des niveaux très faibles, et ont, d'autre part, relancé les importations. Entre 2012 et 2013, ces dernières ont crû de 21 % pour atteindre 62 millions d'équivalents litres de lait de chèvre fin 2013.

L'utilisation des produits de report tout au long de l'année 2013 a empêché la constitution des stocks nécessaires pour la fabrication en fin d'année. La production de fromages de chèvre n'a pas pu être alors maintenue, expliquant les problèmes d'approvisionnement des magasins en fromages de chèvre à la fin de l'année. Les fabrications ont ainsi reculé de 2,1 % en 2013. C'est la première baisse constatée depuis 20 ans. La filière est ainsi passée d'une crise d'excédent à une crise de déficit.

D'une situation d'excédent à une situation de déficit : niveau estimé des produits de report caprins (estimé à partir de janvier 2009)



Source : enquête mensuelle laitière FranceAgriMer-SSP

Partie 4 : Caractérisation de cette crise et enseignements possibles

La situation de la filière lait de chèvre fin 2013

La livraison française de lait de chèvre a diminué de 5,9 % en 2013, après une baisse de 8 % en 2012. Une stabilisation en 2014 semble être en vue. Selon le sondage hebdomadaire réalisé par FranceAgriMer (auprès d'entreprises qui représentent près de 80 % de la collecte en 2012), la collecte de lait de chèvre a connu un moindre repli sur les 8 premiers mois de 2014 (- 1 %). En parallèle, les importations ont continué à croître : en 2013, elles ont augmenté de 21 %.

Par ailleurs, on note une certaine recapitalisation du cheptel caprin : fin 2013, on observait une légère progression du nombre de chevrettes (+ 0,8 %) et sur les 7 premiers mois de 2014, les abattages de caprins ont diminué de 8,5 % (abattages contrôlés CVJA – Source : SSP). Cependant, de nombreux arrêts de collecte sont encore observés notamment dans les zones de polyculture-élevage.

La question du pilotage de la filière – production et importations - reste cependant posée. Il n'est pas exclu que la filière se retrouve dans les prochaines années dans un même contexte de crise si le niveau des importations et la reprise de la collecte ne sont pas mieux pilotés et mis en adéquation avec la demande nationale et européenne. La reprise des livraisons est elle-même dépendante, d'une part, de l'évolution des prix de cession du lait au sein de la filière (prix du lait payé producteur, prix industriel) et, d'autre part, de l'évolution des coûts de production, de la qualité et de la quantité des fourrages.

Aujourd'hui, la France est tributaire des importations des Pays-Bas et d'Espagne. Cependant, dans ces pays, les productions évoluent. Les Pays-Bas développent de nouveaux débouchés comme la poudre de lait pour l'Asie du sud-est ; l'Espagne modernise ses élevages. Les industriels français pourront-ils toujours trouver du lait à importer à un prix adéquat ? On peut noter que le prix moyen néerlandais du lait de chèvre payé aux producteurs atteint des niveaux record début 2014 (en moyenne 721 €/1 000 litres entre janvier et avril 2014) et n'est plus compétitif rendu industrie. L'écart avec le prix français en kg MSU s'est réduit et est égal à zéro en mars : pour la première fois, le lait de chèvre néerlandais est aussi cher que le français.

La caractérisation de la crise

Les difficultés qu'a connues la filière caprine peuvent être, d'abord, perçues comme une conséquence de la crise financière et économique de 2008 :

- Baisse du pouvoir d'achat des ménages et arrêt de la croissance de la consommation de fromages de chèvre.
- Dans ce contexte, concurrence renforcée entre les grandes enseignes de la distribution, entraînant les prix à la baisse.

- Hausse des matières premières et des coûts de production, fragilisant les élevages.

Avec l'arrêt du développement de la consommation française, c'est un tassement de la demande qui est l'élément déclencheur de la crise. La spécialisation quasi exclusive dans la fabrication de fromages pour le marché domestique a rendu la filière particulièrement sensible à une baisse de la demande française sur ce créneau. L'absence de marchés alternatifs a été un facteur aggravant.

Une diversification plus forte des débouchés serait donc importante pour rendre la filière plus résiliente : exportations de fromages mais également nouvelle gamme de produits au lait de chèvre pour le marché intérieur (produits frais, laits conditionnés). Développer de nouveaux produits spécifiques pour les marchés extérieurs pourrait également être envisagé.

Cependant, au-delà du déclenchement liée à une baisse non anticipée de la demande, cette phase de crise a montré un décalage durable de l'offre résultant de :

- La difficulté de percevoir les signaux des marchés, aussi bien pour les éleveurs que pour les acteurs de l'aval, et de réagir rapidement aux évolutions de l'environnement. Outre la question de la qualité de l'information, se posent des questions de délais d'obtention, de partage, de croisement des informations ainsi que de la capacité à interpréter ces indicateurs et à les traduire en actions collective ou à l'échelle des opérateurs. Le temps de réaction ainsi que les stratégies d'acteurs sont également importants. Dans ce cas, les acteurs ont eu souvent une position attentiste, tardant à réagir, malgré des signaux clairs et un comportement non coopératif au premier abord, entretenant la situation de surproduction.
- La nature cyclique et l'inertie de la production du fait du cycle biologique de la chèvre. Les temps de réponse à une situation d'excédent ou de déficit de production sont longs, d'autant plus dans l'élevage. Une chèvre met en moyenne 2 ans et demi pour produire à son niveau maximal et doit être tarie chaque année. Ainsi, la production ne peut pas être une variable d'ajustement rapide et importante, notamment en cas de déséquilibre sur le marché.
- La dépendance aux situations des marchés des matières premières. Un éleveur caprin est aussi bien dépendant des marchés internationaux et de leur volatilité que de la qualité et quantité des fourrages et des conditions pédoclimatiques. Les coûts de production ont fortement pesé sur les exploitations à partir de 2008.



La caractérisation de la filière lait de chèvre

Les spécificités de la filière lait de chèvre ont accentué les effets de la crise. Effectivement, du point de vue économique, l'adaptation offre – demande est difficile sur le marché des fromages de chèvre :

- Les entrées et sorties du marché ne sont ni rapides ni symétriques du fait des contraintes inhérentes à l'élevage (niveau d'investissement élevé, temps de démarrage de la production, cycle biologique de la chèvre, etc.) renforçant l'ampleur et la durée des crises du fait d'un temps d'adaptation important.
- Le faible nombre des acheteurs présents sur le marché entraîne des situations de positions dominantes, déséquilibrant les relations commerciales entre l'offre et la demande.
- La transparence du marché n'est pas établie : des stratégies d'acteurs sont en jeu, l'information n'est pas connue par tous de manière égale, retardant la prise de décision en cas de crise. Il y a également une difficulté à mettre en place des actions collectives en particulier si elles sont préventives.

Face à ce choc négatif et en l'absence d'autres outils de régulation du marché, l'assainissement du marché s'est effectué par des baisses du prix pour permettre l'écoulement des produits et par la sortie de la filière pour les plus fragiles. De même, du fait des spécificités de ce marché, la reprise de la production, avec l'arrivée de nouveaux acteurs et l'augmentation des prix, ne peut se réaliser que lentement et sur la durée.

Conclusion : quelles perspectives ?

Cette crise a mis en évidence des défauts d'information des acteurs et une coopération difficile entre eux. Elle souligne aussi l'absence d'outils de régulation. Au total il apparaît que la filière n'a pas pu prévenir la crise et que la gestion de la crise n'a pas été efficace. Tout d'abord, la réactivité face aux différents signaux du marché a été tardive : les changements de tendance de la consommation ainsi que la prise en compte des éléments extérieurs ont été difficilement distingués. Puis les acteurs ont d'abord agi de manière individuelle, amplifiant les conséquences de cette crise à travers des comportements non coopératifs. Notamment l'ampleur des évolutions de la production domestique n'a été que peu maîtrisée.

Sans changement, l'évolution qu'a connu la filière peut se reproduire de nouveau et la maintenir dans une succession de cycles et de crises. Une des pistes est de partager au sein de la filière une meilleure information : précise, étendue et largement diffusée dans les meilleurs délais. La mise en place d'indicateurs reconnus et partagés par tous pourrait aider à une meilleure prise de décision rapide, à tous les niveaux de la filière. L'accord interprofessionnel en cours de construction va dans ce sens. Par ailleurs, cette expérience a montré l'importance d'une action collective en cas de difficulté de l'ensemble de la filière.

Cette crise invite également à une réflexion plus large sur le fonctionnement même de la filière lait de chèvre. Différents sujets de réflexion apparaissent :

- Le recours aux importations comme variable d'ajustement, en créant des phénomènes de stop-and-go de la production, a montré ses limites. La production ainsi créée subsiste sur le marché même quand on n'en a plus besoin, déstabilisant la filière. Du fait de sa position de leader, la baisse des importations de la France a également impacté l'ensemble des marchés européens partenaires.
- La diversification des débouchés est un enjeu de la filière. En prenant l'exemple sur les Pays-Bas et l'Espagne qui ont développé de nouveaux marchés, les acteurs français pourraient mener une réflexion sur la création de marchés pérennes, autres que celui des fromages de chèvre.

La mise en place des stratégies de filières par FranceAgriMer en 2013 est un premier pas. Le Comité lait de chèvre de FranceAgriMer a également tout son rôle à jouer pour mener ces réflexions et impulser le développement de cette filière, dans l'objectif d'éviter une nouvelle crise à moyen terme.

